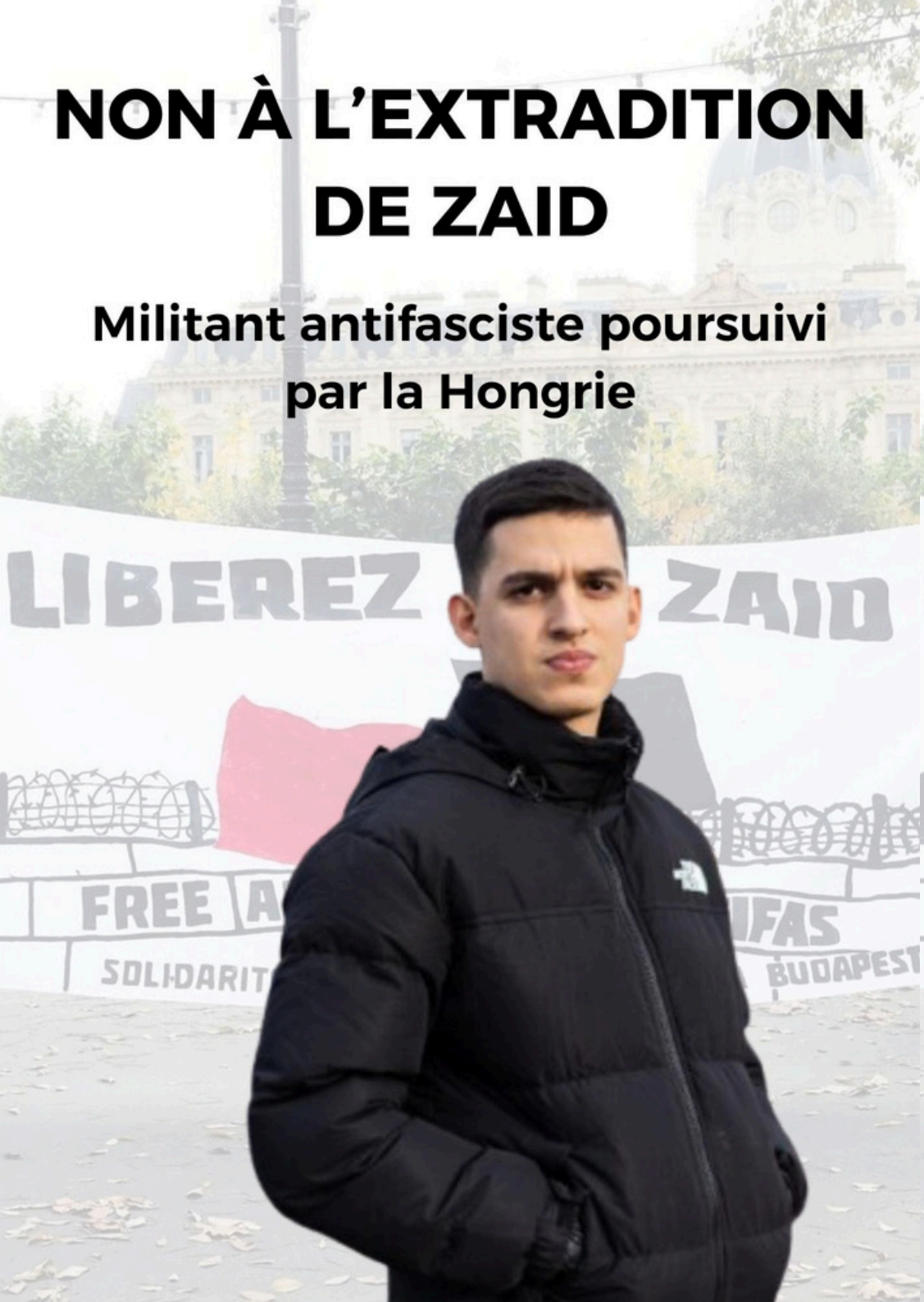
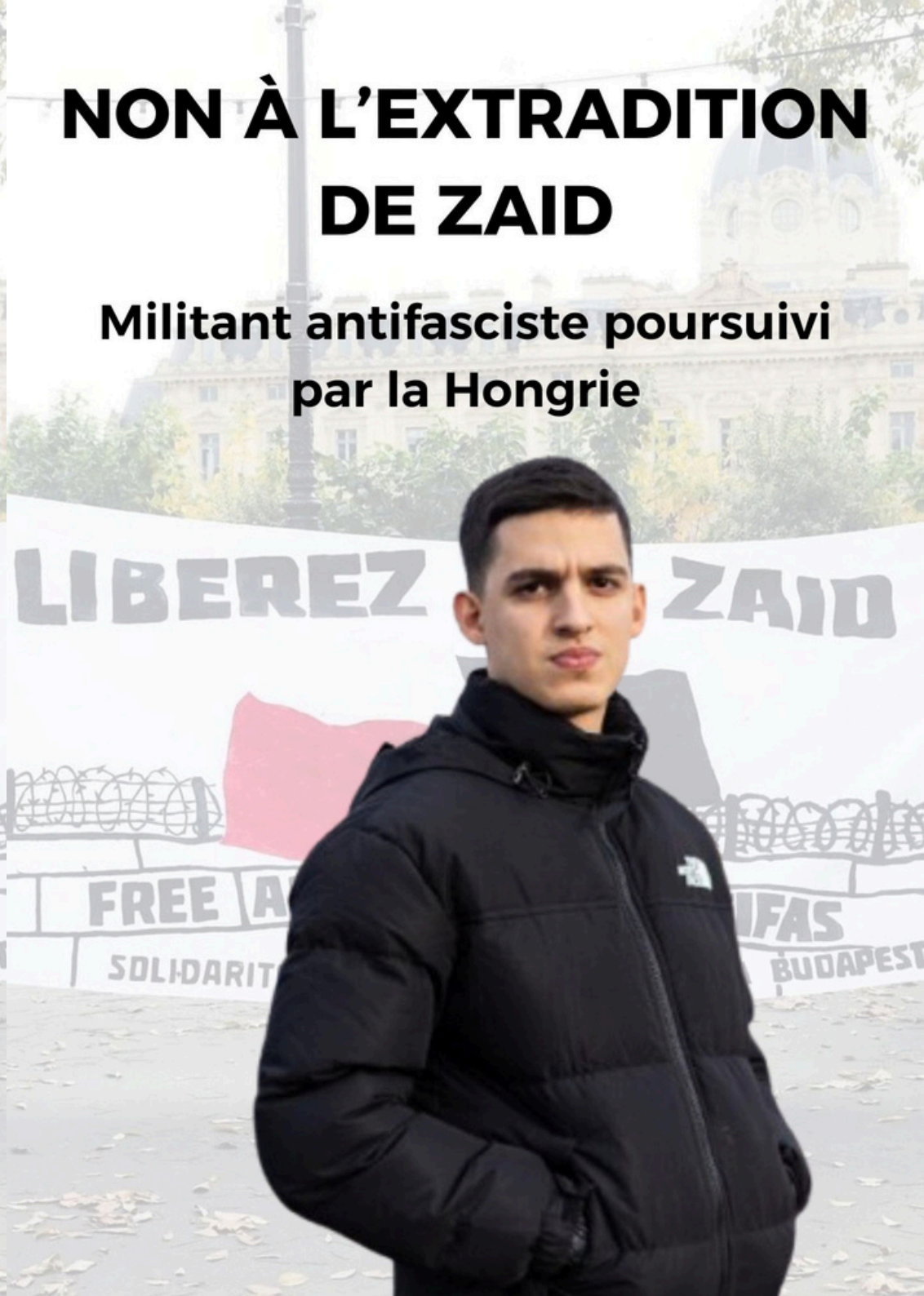
NON À L'EXTRADITION DE ZAID

Militant antifasciste poursuivi par la Hongrie



NON À L'EXTRADITION DE ZAID

Militant antifasciste poursuivi par la Hongrie



Personne n'ignore plus les menaces de notre époque. La montée en puissance fulgurante des fascismes, sous leurs formes gouvernementales comme médiatiques, nous a pris de vitesse.
L'admettre est nécessaire, y faire face est primordial.

Dans une impunité politique et souvent juridique, l'extrême-droite a pris l'habitude de se réunir et de parader à travers l'Europe, comme chaque mois de février à Budapest lors du "Jour de l'Honneur" : un hommage à la Waffen-SS et aux collabos hongrois, sous l'oeil complaisant de l'Etat hongrois.

En 2023, des militants antifascistes s'interposent : une vingtaine d'entre eux sont depuis poursuivis par les justices hongroise et allemande, qui ont émis des mandats d'arrêt européens et condamné plusieurs d'entre eux, dans ce qui est désormais appelé "l'Affaire de Budapest".

Deux de ces militants ont tenté de trouver refuge en France.
Le mois dernier, la justice française a validé l'extradition de l'un d'eux, Gino, vers l'Allemagne, où il est actuellement emprisonné dans l'attente d'un procès où il risque 10 ans de prison.
L'autre, Zaid, est lui menacé d'extradition vers la Hongrie où il risque également plusieurs années de prison. Syrien d'origine palestinienne, il risque ensuite d'être expulsé vers la Syrie, où sa situation serait risquée et plus qu'incertaine en raison du nouveau régime. Malgré les risques élevés d'atteinte aux droits humains en Hongrie, la justice française menace de l'y extrader.

Loin d'être anecdotique, son cas doit illustrer notre capacité collective à faire front et défendre nos camarades, qu'ils soient militants antifascistes, écologistes ou lycéens révoltés. Les prochains jours seront décisifs : quand des milliers de lycéens sont réprimés, que les militants révolutionnaires sont traqués à travers toute l'Europe, que les personnes migrantes sont systématiquement refoulées et que les prisonniers politiques sont réduits au silence, il nous faut nous faire entendre, nous organiser et riposter.

LE 25 NOVEMBRE, RETROUVONS-NOUS À 13H30 AU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS POUR L'AUDIENCE DE RENDU DE NOTRE CAMARADE ZAID !

@comite_solidarite_budapest

Personne n'ignore plus les menaces de notre époque. La montée en puissance fulgurante des fascismes, sous leurs formes gouvernementales comme médiatiques, nous a pris de vitesse.
L'admettre est nécessaire, y faire face est primordial.

Dans une impunité politique et souvent juridique, l'extrême-droite a pris l'habitude de se réunir et de parader à travers l'Europe, comme chaque mois de février à Budapest lors du "Jour de l'Honneur" : un hommage à la Waffen-SS et aux collabos hongrois, sous l'oeil complaisant de l'Etat hongrois.

En 2023, des militants antifascistes s'interposent : une vingtaine d'entre eux sont depuis poursuivis par les justices hongroise et allemande, qui ont émis des mandats d'arrêt européens et condamné plusieurs d'entre eux, dans ce qui est désormais appelé "l'Affaire de Budapest".

Deux de ces militants ont tenté de trouver refuge en France.
Le mois dernier, la justice française a validé l'extradition de l'un d'eux, Gino, vers l'Allemagne, où il est actuellement emprisonné dans l'attente d'un procès où il risque 10 ans de prison.
L'autre, Zaid, est lui menacé d'extradition vers la Hongrie où il risque également plusieurs années de prison. Syrien d'origine palestinienne, il risque ensuite d'être expulsé vers la Syrie, où sa situation serait risquée et plus qu'incertaine en raison du nouveau régime. Malgré les risques élevés d'atteinte aux droits humains en Hongrie, la justice française menace de l'y extrader.

Loin d'être anecdotique, son cas doit illustrer notre capacité collective à faire front et défendre nos camarades, qu'ils soient militants antifascistes, écologistes ou lycéens révoltés. Les prochains jours seront décisifs : quand des milliers de lycéens sont réprimés, que les militants révolutionnaires sont traqués à travers toute l'Europe, que les personnes migrantes sont systématiquement refoulées et que les prisonniers politiques sont réduits au silence, il nous faut nous faire entendre, nous organiser et riposter.

LE 25 NOVEMBRE, RETROUVONS-NOUS À 13H30 AU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS POUR L'AUDIENCE DE RENDU DE NOTRE CAMARADE ZAID !

@comite_solidarite_budapest